

Bourg-en-Bresse, le 11 décembre 2015

Préfecture de l'Ain
Direction de la Réglementation et des Libertés Publiques
Bureau des Réglementations

ARRETE PREFECTORAL

**délivrant le titre de maître-restaurateur à M. Laurent RIVAL
directeur du Restaurant « Place Bernard » à Bourg-en-Bresse**

Le préfet de l'Ain,

VU l'article L 121-82-2 du code de la consommation ;

VU le décret n° 2007-1359 du 14 septembre 2007 relatif au titre de maître-restaurateur, modifié par le décret n° 2015-348 du 26 mars 2015 ;

VU l'arrêté ministériel du 14 septembre 2007 relatif à l'attribution du titre de maître-restaurateur ;

VU l'arrêté ministériel du 14 septembre 2007 relatif au cahier des charges du titre de maître restaurateur ;

VU l'arrêté ministériel du 14 septembre 2007 relatif aux conditions de justifications de compétences requises pour bénéficier du titre de maître-restaurateur ;

VU l'arrêté ministériel du 17 janvier 2008 fixant la liste des organismes certificateurs aptes à réaliser l'audit externe relatif à la délivrance du titre de maître-restaurateur ;

VU le dossier de candidature présenté le 7 décembre 2015 par M. Laurent RIVAL, directeur du restaurant « Place Bernard », exploité par la SAS GML ASSOCIES, sis 19 place Bernard à Bourg-en-Bresse, sollicitant le titre de maître-restaurateur;

VU le rapport d'audit établi par l'organisme certificateur BUREAU VERITAS CERTIFICATION FRANCE, le 13 novembre 2015 ;

VU l'extrait K bis du registre du commerce du 9 octobre 2015 ;

Considérant que M. Laurent RIVAL remplit les conditions prévues pour l'obtention du titre de maître-restaurateur ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture,

ARRETE

Article 1^{er} :

Le titre de maître-restaurateur est attribué à M. Laurent RIVAL, directeur du restaurant « Place Bernard », exploité par la SAS GML ASSOCIES, sis 19 place Bernard à BOURG-EN-BRESSE.

Article 2 :

Le titre de maître-restaurateur est délivré pour une durée de quatre ans à compter de la date du présent arrêté.

Article 3 :

Le présent arrêté peut être contesté par recours contentieux devant le tribunal administratif dans les deux mois de sa publication.

Article 4 :

La secrétaire générale de la préfecture est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la Préfecture, notifié à M. Laurent RIVAL et dont copie sera transmise aux :

- maire de Bourg-en-Bresse,
- directeur départemental des finances publiques,
- directeur départemental de la protection des populations
- secrétaire d'État chargée du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des français à l'étranger.

Le préfet,
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale,
signée
Caroline GADOU